



Échos du monde musulman N° 235 22 septembre 2014



Les djihadistes de l'EI entraîneront-ils les masses musulmanes ?

Pour ceux qui ne l'auraient pas reçu directement, je signale ma tribune sur ce sujet : www.tinyurl.com/lf4nx8j (à copier-coller dans votre barre d'adresse, et revenir en arrière si une publicité vous entraîne ailleurs)

Tunisie : attention, élections !

Vous vous souvenez que les législatives auront lieu le 26 octobre. Pendant la pré-campagne (6 juillet-3 octobre), les médias sont tenus de garantir l'égalité entre les partis et les personnalités en lice. Pendant la campagne (4-24 octobre), les médias sont tenus d'ouvrir leur tribune à toutes les listes.

Le premier tour de la présidentielle est prévu le 23 novembre. Il y a 16 candidats pour l'instant, dont le leader de Nida Tounes, Beji Caïd Essebsi, l'actuel président Moncef Marzouki, des indépendants et des représentants de divers partis sauf Ennahdah. Il n'y a pas non plus Mehdi Jomâa, l'actuel premier ministre. Ces candidatures doivent encore être validées. La campagne aura lieu dès la fin des législatives.

Ennahdah n'a pas voulu avoir de candidat et privilégie les législatives, le Parlement devant avoir plus de pouvoir que le président. Ce parti serait activement en campagne depuis des semaines, contrairement aux partis « démocrates » dont, par ailleurs, la dispersion devrait entraîner une « perte » de suffrages, c'est-à-dire un pourcentage d'élus inférieurs à leur pourcentage total de voix. En effet 1540 listes ont été déposées ! Reste à savoir combien seront rejetées, faute de quitus fiscal ou de remboursement de l'argent public touché pour les précédentes élections, argent que doit rendre un candidat ayant eu moins de 3 % des voix.

Cette multiplicité des listes découle de l'absence de condition de parrainage et de l'offre d'argent public pour la campagne, cela à l'initiative d'Ennahdha, officiellement pour former un plus grand nombre de citoyens à la démocratie, mais probablement surtout pour disperser l'opposition démocratique.

Mais cela pousse aussi les mécontents de chaque grand parti à créer leur propre liste, par exemple s'ils s'estiment placés trop bas sur celle de leurs parti, problème compliqué comme en France par l'obligation de la parité homme-femme.

Toujours le vocabulaire ! Les islamistes, et maintenant les takfiristes...

Une précision en principe superflue pour nos lecteurs, mais qui embrouille beaucoup de messages ou de commentaires sur la Toile : l'appellation « islamiste », qui est claire entre spécialistes, mais qui l'est moins chez les journalistes et le grand public.

Chez les spécialistes « islamistes » signifie membres ou sympathisants d'un parti politique, comme « communistes » ou « gaullistes », lorsque ce parti politique veut mettre « la religion au pouvoir » ou avoir « le Coran comme constitution ». Ces islamistes peuvent privilégier les élections (Tunisie, Maroc) ou chercher à prendre le pouvoir par la violence ; dans ce dernier cas le mot « djihadiste » s'est répandu. Dans les pays musulmans on utilise le mot « takfiriste » (de « takfiri » : excommunication) pour les islamistes qui prônent

l'élimination de tous les non-musulmans, (même pas de **dhimmitude** pour les chrétiens) ainsi que celle de la majorité des musulmans, considérés comme apostats.

Mais les journalistes comme le grand public appellent souvent « islamistes » des musulmans traditionalistes, même s'ils ne font pas de politique. La confusion est encore plus grande avec le mot « islamique » qui veut tout simplement dire « musulman » sans autre précision, mais que beaucoup confondent avec « islamiste ».

Échos du Maroc

(Synthèse d'extraits de presse)

Le Maroc aurait mobilisé 80 000 soldats pour parer aux dangers terroristes « pouvant venir de l'Algérie (qui ne va pas apprécier cette affirmation), de la Syrie, de l'Irak et surtout de la Libye ». 20 millions d'armes auraient disparu de ce dernier pays, probablement vendues à des djihadistes ou des trafiquants.

Les autorités marocaines tentent de mettre un terme à la multiplication des « brigades de la vertu » montées à Tanger par des salafistes. Il y a cinq jours ils avaient tabassé un vendeur de cigarettes.

Abdelillah Benkirane, chef du PJD (islamiste) et premier ministre, a réaffirmé dimanche à Rabat qu'il souhaite que "la femme reste au foyer pour éduquer ses enfants", malgré les critiques qui se sont multipliées contre ce genre de déclaration.

Turquie : Erdogan s'islamise ouvertement

L'évolution du nouveau président et ancien premier ministre turc est de plus en plus ouvertement islamiste, donnant raison à ceux qui, depuis une dizaine d'années, disaient que son adhésion à la laïcité et la démocratie était largement de façade et un leurre pour avoir l'appui de l'UE contre les militaires non démocrates, peu efficaces économiquement, mais laïques.

Sa dérive autoritaire a été bien suivie par la presse française. Je serai donc bref : discours musclés, répression de manifestations, contrôle d'Internet, limogeage de nombreux cadres de la police et de magistrats enquêtant sur les affaires de corruption touchant ses proches.

Sa dérive religieuse a été moins exposée : il va quitter le palais d'Atatürk, symbole de la laïcité pour s'installer dans un nouveau palais, sur un terrain pourtant juridiquement inconstructible, et a doublé en cinq ans le nombre d'écoles formant les imams, où il affecte d'autorité les étudiants qui ne peuvent aller dans l'université « de leur premier choix ».

Sa brillante élection à la présidence (55 % des voix dès le premier tour) ne résout toutefois pas tout : le pouvoir est toujours entre les mains du premier ministre, qu'il a bien sûr choisi, paraît-il, pour sa fidélité à sa personne. Il préférerait néanmoins un changement de constitution transférant ses prérogatives au président, mais n'a pas la majorité parlementaire pour cela. Sa politique étrangère a été un échec et il se trouve coincé dans les affaires irako-syriennes par des impératifs contradictoires. En particulier il ne participera pas à la coalition contre l'EI. Enfin et surtout l'économie, son principal fonds de commerce électoral, commence à porter moins bien.

Algérie : une vieille histoire ressurgit

Le 3 janvier 1967 à Madrid Mohamed Khider est abattu par un tueur du régime de Boumediène. L'affaire est classée par le régime du général Franco.

Il avait mis la main sur « le trésor du FLN » : 50 millions de francs suisses dont il avait ensuite mis une bonne partie à la disposition de l'opposition algérienne de l'époque, dont le FFS kabyle de Hocine Aït Ahmed et le PRS de Boudiaf (futur président-sauveur, vite abattu par la nomenklatura). Le président Chadli Bendjedid se mettra finalement d'accord avec les héritiers Khider et l'Algérie devient propriétaire d'une banque suisse.

Aujourd'hui, la Algerische Aussenhandels (Banque Algérienne du Commerce Extérieur) continue à « être utile », surtout lorsque la situation politique manque de visibilité. Mais tout cela reste très modeste, comparé avec « les activités suisses » des pays de la péninsule arabe qui ont fait de Genève une des capitales économiques du monde arabe.